

NOUVELLES MENACES CONTRE L'UNRWA ET LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

L'administration états-unienne, en totale connivence avec le gouvernement de Tel Aviv, considère que l'UNRWA est dépassée et que son action auprès des réfugiés palestiniens n'est plus légitime, soixante-et-onze ans après la création d'Israël.

Conséquence de l'asphyxie financière de l'UNRWA par les États-Unis, un million de personnes risquent de ne pas avoir assez à manger cet été dans la Bande de Gaza.

Le 13 mai 2019, l'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA)¹ lançait un nouveau signal d'alarme concernant ses difficultés prochaines à financer l'aide alimentaire qu'il apporte à un million de réfugiés de la Bande de Gaza. Quelques jours plus tard, lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est le conseiller du président Trump, Jason Greenblatt, qui lui a répondu de la pire des manières qui soit. Il a d'abord affirmé que l'Office « *avait failli à sa mission auprès des Palestiniens et que son modèle ne correspondait plus à leurs besoins* » puis, surtout, il a demandé son démantèlement et le transfert de ses services aux pays accueillant des réfugiés palestiniens et à des ONG. Depuis 2018, les États-Unis ont supprimé leur contribution financière annuelle de 300 millions de dollars, mettant l'Office en péril et en grandes difficultés face aux besoins toujours croissants des réfugiés palestiniens. Une perte sèche, en partie compensée pour 2019 par des dons exceptionnels des pays arabes, européens et asiatiques.

Aujourd'hui, outre que l'Office est encore une fois à la recherche de nouvelles contributions, c'est son existence même qui est remise en cause par ceux qui prétendent préparer un nouveau « plan de paix ». Israël et les États-Unis veulent imposer une réponse définitive, à leur façon, à la question des quelque sept millions de réfugiés, dont plus de cinq millions pris en charge par l'UNRWA. Plus question de droit au retour ni de compensations matérielles pour les familles de réfugiés de 1948 et de 1967 pourtant clairement définis par le droit international et les résolutions 194 et 237, respectivement adoptées en 1948 et 1967 par l'ONU. Ils s'opposent au fait que les réfugiés puissent transmettre ce statut à leurs descendants, souhaitant réduire à quelques centaines de milliers le nombre de personnes bénéficiant d'une aide de l'UNRWA et pouvant faire valoir leurs droits au retour et à compensations.

L'UNRWA, dont il faut saluer l'opiniâtreté, conteste vigoureusement les propos provocateurs de Greenblatt et a demandé à la communauté internationale l'augmentation des aides financières lors de la conférence

[SUITE EN PAGE 2](#)



SOMMAIRE

Camp de Aïda. Entretien avec MUNTHER AMIRA, coordinateur de la Résistance populaire en Palestine	3
Les Israéliens, la Nakba et le droit au retour des Palestiniens, par ÉLÉONORE MERZA cofondatrice de l'ONG De-Colonizer	5
AFPS Pau. Les trois villages détruits de Latroun n'ont pas disparu des mémoires	6
Documentaire de DIMA ABU-GHOUSH <i>Imwas, la mémoire en reconstruction</i>	7
<i>Palestine. Mémoires de 1948, Jérusalem 2018</i> , livre de CHRIS CONTI & ALTAIR ALCÂNTARA	8

annuelle de ses bailleurs de fonds, le 25 juin 2019, à New York. « Nous savons ce qui est en jeu : l'éducation pour un demi-million d'enfants ; une assistance d'urgence pour 1,5 million de personnes ; 8 millions de visites médicales par an », a déclaré António Guterres, secrétaire général de l'ONU, à l'adresse des participants. « Avons-nous, en tant que communauté internationale, suffisamment fait pour honorer l'esprit des résolutions antérieures de l'Assemblée générale concernant ces réfugiés ? », a souligné Maria Fernanda Espinosa, présidente de l'Assemblée générale de l'ONU.

À l'issue de la conférence, le commissaire général de l'UNRWA, Pierre Krähenbühl, a annoncé que plus de 110 millions de dollars avaient été promis. La France contribuerait pour 20 millions d'euros, le double de l'an dernier. L'Office mobilisera à nouveau des donateurs en septembre, lors de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

C'est pour alerter l'opinion internationale que, le 14 mai 2019, le Conseil des organisations palestiniennes des droits de l'homme (PHROC)², dans une déclaration au titre évocateur, « La Nakba doit cesser : il faut protéger les réfugiés palestiniens », a formulé trois demandes parfaitement claires :

- > Que l'ONU rende « obligatoire plutôt que volontaire » le financement de l'UNRWA.
- > Que les États et agences onusiennes (UNRWA et HCR) respectent « leurs obligations d'approvisionnement en aide humanitaire, en assistance mais aussi en protection physique et légale, aux réfugiés palestiniens, et mettent fin à leur exclusion discriminatoire de l'ordre international. »
- > Enfin, que soient adoptées et appliquées les recommandations de la commission d'enquête sur les crimes de l'armée d'occupation à Gaza. C'est à dire que l'ONU prenne des sanctions « visant à mettre Israël en conformité avec les obligations que lui impose le droit international et à poursuivre les auteurs de crimes internationaux. »

Aujourd'hui, le soutien de Donald Trump à la politique coloniale israélienne reste sans faille. Il a reconnu Jérusalem comme capitale israélienne, accepté officiellement l'annexion de Golan syrien et continue d'encourager l'extension des colonies en Cisjordanie et leur annexion prochaine au territoire israélien, comme l'a promis Netanyahu à ses électeurs. Appuyé par certains pays arabes, il veut imposer un « plan de paix » qui gomme le droit au retour contre une poignée de dollars. Les Palestiniens refusent ce plan de dupes, à juste titre.

En Palestine occupée, la colonisation s'intensifie, en particulier à Jérusalem, tandis qu'à Gaza, où plus de 70 % des habitants sont des réfugiés, la répression coloniale veut réduire les grandes « marches du retour ». Pourtant les mobilisations populaires continuent de s'opposer aux prétentions d'Israël et des États-Unis d'effacer la question des réfugiés. Signe évident que, dans la conscience collective du peuple palestinien, le droit au retour, inscrit dans le droit international, reste d'une importance capitale pour son avenir.

François RIPPE

LA NAKBA DOIT CESSER : IL FAUT PROTÉGER LES RÉFUGIÉS PALESTINIENS

Déclaration du Conseil des organisations palestiniennes des droits humains :
<http://www.france-palestine.org/La-Nakba-doit-cesser-il-faut-protéger-les-refugies-palestiniens>

1. UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (en français) - United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (en anglais).
2. Le Conseil des organisations palestiniennes des droits humains (Palestinian Human Rights Organizations Council - PHROC) regroupe une dizaine d'organisations dont : Addameer Prisoners' Support and Human Rights Association, Aldameer Association for Human Rights, Al-Haq, Al Mezan Center for Human Rights, Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights, Defence for Children International Palestine Section, Ramallah Center for Human Rights, Jerusalem Center for Legal Aid and Human Rights Studies, The Palestinian Centre for Human Rights.

En mars 2018, dans 700 écoles de l'UNRWA à travers le Moyen-Orient, des milliers d'élèves ont fait voler des cerfs-volants pour envoyer un message d'espoir, exigeant que toutes les écoles gérées par l'Office restent ouvertes, malgré la crise financière à laquelle il est confronté.



À l'occasion d'une visite au camp d'Aïda, un groupe de Nantais a rencontré Munther Amira. Né dans le camp, éducateur social, Munther Amira est un militant très actif, également coordinateur de la Résistance populaire en Palestine. Il nous reçoit à l'entrée du camp sous l'énorme clé, symbole du droit au retour, et devant le portrait d'Abdul Rahman, ce jeune de 13 ans assassiné en 2015 par un sniper israélien alors qu'il sortait de l'école. Il parle de la situation dans le camp, de ses craintes, de son combat et ses espoirs.



ENTRETIEN AVEC MUNTHÉR AMIRA

NOTRE CARTE DE L'UNRWA EST NOTRE SEULE CARTE D'IDENTITÉ

« **L**ES HABITANTS du camp sont confrontés à de nombreuses difficultés ; en premier lieu la pauvreté liée au chômage, l'enfermement par les murs qui nous entourent et les difficultés de déplacement, l'absence de clinique... Et, surtout, la violence des attaques de l'armée. Ses incursions, de jour comme de nuit, sont quasi quotidiennes et provoquent des affrontements, des tirs de gaz, voire des tirs à balles réelles. L'université américaine de Berkeley a établi que le camp est l'endroit du monde le plus exposé aux gaz lacrymogènes. »

Q. Vous revendiquez votre droit au retour dans vos villages d'origine. Comment concilier cette exigence avec la nécessité de vivre au quotidien ?

« Nous sommes des réfugiés, cela veut dire qu'on nous a forcés à partir de nos villages, pas nous directement, mais nos grand parents, et la terre qu'ils ont quittée est une terre palestinienne qui appartient à notre famille : c'est la base de notre droit pour y retourner. Mais ce n'est pas facile à comprendre pour les jeunes générations parce que les choses ont changé depuis 71 ans : nous ne vivons plus sous des tentes, nous avons de logements en dur qui ressemblent à des maisons, de vieilles bagnoles, et nous avons l'Autorité palestinienne qu'ils appellent un État. Cela peut ressembler à une vie normale, mais nous ne voulons pas d'une vie normale

sous occupation. Nous éduquons nos enfants pour leur dire qu'ils ne sont pas d'ici. Moi je dis à mon fils : tu es d'un village qui s'appelle Deir Aban et qui a été détruit en 1948.

« D'un côté, nous nous battons contre l'occupation, pour notre droit au retour et, d'un autre, nous voulons que nos enfants aient une vie comme les autres enfants avec de bonnes écoles, de bonnes cliniques, un travail. »

Q. Et si demain l'UNRWA ne pouvait plus jouer son rôle, voire disparaissait, menacé par Trump et Netanyahu ?

« Le manque d'argent à l'UNRWA a de nombreuses conséquences notamment pour les écoles. Dans le camp, avant les restrictions budgétaires, nous avons obtenu la construction d'une nouvelle école qui est en chantier, mais on peut s'inquiéter maintenant s'il y aura toujours assez de professeurs. C'est un paradoxe : lorsqu'il nous arrive une bonne nouvelle, nous sommes inquiets. Mais l'UNRWA c'est avant tout une question politique, être sous son parapluie c'est confirmer notre statut de réfugiés palestiniens : nous tenons à cette carte de l'UNRWA qui est notre seule carte d'identité. »

Q. Préserver votre statut de réfugié et votre droit au retour, c'est ce qui compte le plus ?

« Oui, bien sûr. Si j'ai obtenu un diplôme universitaire, cela fait partie

de mon combat pour revenir dans ma patrie. Même si j'étais professeur dans une grande université américaine, je me souviendrais toujours que je viens d'un village détruit. Dans la diaspora c'est parfois plus compliqué, parce que certains ont un parent espagnol ou allemand, d'autres ont deux parents palestiniens mais sont nés en Belgique par exemple ; ils peuvent oublier qu'ils sont Palestiniens.

C'est pourquoi j'ai un grand projet que je travaille depuis deux ans : éditer un passeport pour chaque personne de la diaspora, document de retour avec la mention du village d'origine de la famille, pour confirmer notre identité. Il faut pour cela créer un réseau à travers différents pays. Je me rendrai cet été en Allemagne à ce sujet. Ce document aura une grande valeur symbolique et politique. »

Q. Et si demain Nethanyou, avec le soutien de son ami Trump, décidait l'annexion officielle de la Palestine, qu'est-ce que cela changerait pour vous ?

« Ils annexent actuellement la Palestine jour et nuit, nous sommes en permanence sous l'autorité d'Israël, y compris en zone A où se trouve une partie du camp. S'ils décidaient d'annexer par une loi officielle cela ne changerait rien, mais ça révélerait la situation réelle.

Quand les Israéliens parlent de deux États, ce qu'ils veulent c'est un État juif

sur le territoire de 48 et un autre État sous leur contrôle dans les territoires occupés en 67 ; une sorte de municipalité à Ramallah pour gérer la vie courante comme il y a une municipalité à Jérusalem. Ils veulent détruire notre humanité pour que nous soyons des esclaves. ».

Q. Avec la situation qui se détériore de jour en jour, la jeunesse garde-t-elle toujours l'espoir ou risque-t-elle de lâcher prise ?

« Nous adaptons sans cesse nos méthodes de résistance. Depuis six mois nous n'organisons plus de manifestations parce que la répression décimait la jeunesse par la prison et la répression. Si vous êtes arrêté pour avoir manifesté pacifiquement, vous prenez six mois de prison et payez une forte amende pour sortir, et lors d'une prochaine arrestation ce sera un an.

Combattre l'occupant aujourd'hui ce n'est pas prendre un fusil, c'est construire la personnalité palestinienne d'un bon niveau, être éduqué, devenir musicien ou artiste, c'est important. Avoir conscience de nos droits, croire dans la liberté, la sécurité, la justice. Cela prend des formes multiples. Nous ne nous battons pas seulement pour libérer notre terre, mais pour vivre dans un pays en paix, sécurité et justice.

Renoncer n'a jamais été à notre agenda ! ».

Entretien réalisé en mars 2019 par
Pierre LEPAROUX

Sur la colline, la colonie de Gilo, qui ne cesse de s'agrandir et pour laquelle Israël a fait passer le mur de « séparation » dans le camp.

AÏDA, LE RETOUR

Créé en 1950, le camp d'Aïda est situé entre Bethléem, Jérusalem et Beit Jala. Il tient son nom d'une Palestinienne très connue, prénommée Aïda, qui vivait là avant 1948. En arabe, ce nom signifie également « retour ». On estime que 6 000 personnes vivent ici, sur un espace de 0,7 km², des familles chassées de Jérusalem et de bien d'autres villages dont les noms sont peints à l'entrée du camp. Il n'y a qu'une seule école, aucun centre de santé, et l'approvisionnement en eau potable est très insuffisant en été.

Depuis 2004, avec la construction du mur « de séparation » israélien, pour laquelle Israël a été condamné par la Cour internationale de justice, le camp est totalement coupé de la campagne environnante qui lui servait de poumon vert et d'espace agricole. Comme à bien d'autres endroits, le mur dépasse largement la ligne verte (frontière du cessez-le-feu de 1949, située derrière la colline où a été établie la colonie de Gilo), et a permis à Israël d'annexer de fait une nouvelle partie du territoire palestinien.

Enfermé par les grandes colonies israéliennes de Gilo et de Har Homa et proche du check point qui sépare Bethleem de Jérusalem, le camp de Aïda est une cible privilégiée pour l'armée d'occupation, installée à quelques dizaines de mètres de l'entrée. Par une porte d'acier peinte en bleu clair, les soldats peuvent y entrer, de jour comme de nuit, pour patrouiller, provoquer les jeunes, et procéder à des arrestations... Bien qu'en vertu des Accords d'Oslo le camp soit situé en zone A, c'est à dire sous le contrôle de l'Autorité palestinienne.



Responsable du Comité de coordination de la lutte populaire, le PSCC (Popular Struggle Coordination Committee), Munther Amira a été arrêté par les forces d'occupation à Bethléem le 27 décembre 2017 alors qu'il participait à une manifestation contre l'incarcération des enfants palestiniens, et notamment celle de Ahd Tamimi. Condamné le 12 mars 2018 à six mois de prison ferme et à cinq ans de prison avec sursis par le tribunal militaire d'Ofer participation à des « marches non autorisées », notamment contre la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par le président Trump, il est sorti de prison le 6 juin 2018, après six mois de détention. Selon son avocat, Gaby Lasky, « Israël est n'est capable de lutter contre la résistance non-violente que d'une seule façon, en ciblant, emprisonnant et empêchant ses dirigeants de participer aux mobilisations. »



Contrairement aux idées reçues, il y a en Israël des débats publics autour de la Nakba et du droit au retour des réfugiés palestiniens. Éléonore Merza, anthropologue, chercheuse associée au CNRS, mène ses recherches sur les modalités d'une vie partagée dans la société israélienne, la fabrication d'identités (re)construites et (re) mobilisées ainsi que la figure de l'« Autre » comme menace.

LES ISRAÉLIENS, LA NAKBA ET LE DROIT AU RETOUR PALESTINIEN

« **N**E T'INQUIÈTE PAS mon garçon, on va en finir avec eux, on va vider Gaza et on aura enfin la paix. » C'est en ces termes précis qu'un de nos voisins, pensant le rassurer, s'est adressé à mon fils alors que attendions la fin d'une alerte à la roquette dans la cage d'escalier de notre immeuble. Comment comprendre le gouffre qui existe entre le quotidien des Gazaouis, des générations entières qui n'ont connu que la violence de l'occupation et les raids de l'armée israélienne, près de deux millions de personnes pourtant enfermées depuis onze années par un blocus terrestre, maritime et aérien, et cette perception, dans l'imaginaire collectif israélien, qu'ils sont un danger existentiel ?

Ces Palestiniens viennent d'abord rappeler, et cela est particulièrement éloquent dans le cas de la Bande de Gaza, notamment au cours des récentes grandes marches du Retour, qu'ils sont des réfugiés et qu'ils n'abandonnent pas leur droit au retour. On ne peut, par exemple, comprendre la situation actuelle à Gaza sans avoir en



Ilana Wesley :
« Je reconnais
la Nakba. »

En 2015, Éléonore Merza a cofondé De-Colonizer avec Eitan Bronstein Aparicio, fondateur de l'ONG Zochrot (Elles se souviennent).

De-Colonizer s'emploie à sensibiliser la société israélienne à son histoire coloniale et à la situation du peuple palestinien, notamment en travaillant sur la Nakba. « **Je suis un Israélien juif et je reconnais la Nakba.** » En 2014, la veille du jour de l'indépendance israélienne, une performance a été réalisée par Zochrot à Tel Aviv. Des portraits d'Israélien-ne-s reconnaissant publiquement la Nakba ont été pris et imprimés en taille géante afin d'être affichés sur les murs des derniers restes de Manshiyya, village détruit des environs de Jaffa, devenu le musée Etsel (Lehi) après 1948.

[\[https://www.de-colonizer.org/acknowledge-the-nakba\]](https://www.de-colonizer.org/acknowledge-the-nakba)

mémoire que près de la moitié de ses habitants sont originaires de Jaffa, d'où ils ont été expulsés en 1948, pendant la Nakba. Et ce que viennent rappeler ces réfugiés aux Israéliens, c'est que la création de la nation, perçue et décrite en hébreu comme une « libération » des uns, marque la catastrophe des autres.

DU RÉFUGIÉ À L'INFILTRÉ. La Nakba c'est l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948 et la destruction de près de 615 localités¹ ; aujourd'hui ils seraient entre cinq et sept millions dans le monde. Mais ce qu'ils représentent dans l'imaginaire collectif, comme pour le projet colonial, n'a pas fondamentalement changé : déjà, dans les années cinquante, alors que la jeune nation israélienne travaille intensément à sa propre construction, à installer ses nouveaux arrivants juifs et à empêcher le retour des Palestiniens, on identifie clairement un glissement sémantique de première importance.

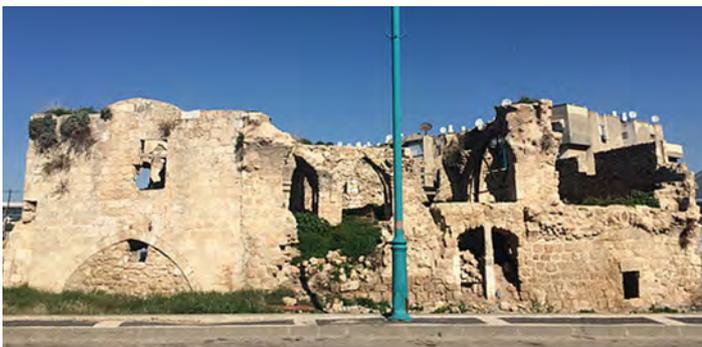
Les réfugiés (*plitim*) qui étaient encore décrits comme tels, vont dès lors être devenir des infiltrés (*mistate-*

nim). Il y a un monde dans les représentations mentales entre le réfugié et l'infiltré. Le Palestinien cesse alors d'être un indigène qui a été expulsé et qui tente de revenir chez lui, pour devenir un infiltré illégitime, illégal, et qui, forcément, nous met en danger.

Contrairement aux idées reçues, il y a en Israël des débats publics autour des réfugiés palestiniens et, *in fine*, autour de la Nakba et du droit au retour. Il convient, par contre, de revenir sur la façon dont ces sujets sont manipulés avec beaucoup d'intérêt. Car lorsqu'on mobilise la question des réfugiés palestiniens, ce n'est évidemment pas par soucis historiographique, éducatif ou de justice. La figure du réfugié, de l'autre, sert à faire le lien entre les composantes extrêmement hiérarchisées de la société israélienne, traversée de rapports de classe et d'inégalités sociales violentes, et de stigmatisation raciale marquée. Ce sont donc des sujets brandis comme des menaces lorsqu'il faut unifier les Israéliens autour d'un « ennemi » commun qui ne doit manquer de nous rappeler constamment, et si d'aventures nous étions tentés de l'oublier, que « nous » sommes en danger.

L'autre, *in fine* le Palestinien, et en particulier le réfugié palestinien, est une menace existentielle. Il ne fallait qu'un tout petit pas, que le premier ministre Benjamin Netanyahu n'a pas hésité à franchir en minimisant l'intention d'Hitler dans le judéocide, c'est à dire l'extermination systématique de plus de cinq millions de juifs par les

De-Colonizer propose des tours alternatifs en Israël / Palestine, sous la supervision d'Eitan Bronstein qui a mené des années de recherches sur le paysage et son histoire. les ruines du pressoir à olives dans la vieille ville de Ai-Lydd/Lod.



nazis durant la Seconde Guerre mondiale, pour en attribuer la paternité à Muhammad Amin al-Husseini, le grand Mufti de Jérusalem. Malgré le fait que ces allégations ont été balayées par les historiens spécialistes de la période, la boucle est cependant bouclée, le Palestinien devient le « nouveau nazi ». La résonance traumatique dans la psyché et dans les représentations israéliennes est dévastatrice.

Pour l'écriture du livre *Nakba. Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël*, De-Colonizer a fait réaliser par l'institut Geocartografia un sondage d'opinion sur la question de la Nakba et du droit au retour, une première fois en mars 2015 puis fin mars 2017. Dans les deux cas, il s'agissait de sondages stratifiés, dont l'écart type est plus réduit que lors de sondages aléatoires. Six questions ont été posées, en hébreu, à un échantillon représentatif de la société juive israélienne, composé de 500 Israéliens âgés de plus de 18 ans, et tous juifs².

42,1 % des sondés considèrent qu'Israël a un rôle dans la création du problème des réfugiés. Pour 34,5 % des Israéliens, les Palestiniens sont « partis par peur et Israël les a empêché de revenir » et pour 26,8 % « ils sont partis sur ordre de leurs chefs ». Enfin, 19,5 % d'entre eux considèrent que les Palestiniens ont été expulsés par les forces armées israéliennes.

DROIT AU RETOUR, MAIS LEQUEL ?

En ce qui concerne plus précisément le droit au retour, il nous a semblé déterminant de préciser aux sondés sa réelle définition, car une majorité d'Israéliens n'y voient qu'une question symbolique et théorique, loin des préoccupations réelles des réfugiés palestiniens. Parmi les Israéliens qui soutiennent le droit au retour, beaucoup continuent à se référer au modèle proposé par l'initiative de Genève de décembre 2003, à savoir que le droit au retour ne pourrait

s'appliquer concrètement qu'à quelques milliers de réfugiés, tout au mieux. Or, ceci n'est pas la définition du droit au retour tel qu'il est exprimé par la majorité des Palestiniens.

Le droit au retour fait référence au choix, pour chaque réfugié palestinien et sa descendance, entre un retour réel à l'endroit où ils vivaient jusqu'en 1948 ou accepter un autre type de compensation. En le formulant ainsi, et sans oublier de mentionner que la reconnaissance du droit au retour pourrait signifier que plus de sept millions de réfugiés seraient susceptibles de choisir de revenir, près de 16,2 % des sondés le soutient.

Dans leur majorité, les sondés soutiennent le droit au retour « à condition qu'Israéliens et Palestiniens (réfugiés revenus inclus) puissent vivre ensemble en paix dans ce pays ». Et bien que cette réponse conditionnelle semble normaliser et balayer les relations de domination et de pouvoir inhérentes à l'occupation, elle demeure tout de même proche de la formulation de la résolution 194 de l'Assemblée générale de l'ONU, qui reste la référence du droit international sur le sujet, réaffirmée chaque année depuis 1948. Un Israélien sur cinq soutient le droit au retour des réfugiés palestiniens, et à ce chiffre il ne faudrait pas oublier d'ajouter celui des non-juifs, en particulier des Palestiniens en Israël. Il n'est alors pas utopique d'avancer qu'au total, 30 % des résidents israéliens pourraient le soutenir.

Éléonore MERZA
DE-COLONIZER, juin 2019

En 2015, le groupe de Pau de l'AFPS a commencé un travail de recherche sur le village palestinien d'Emmaüs (Imwas en arabe), détruit pendant la Guerre des Six jours. Une rencontre entre le responsable du village Emmaüs-Lescar-Pau avec des réfugiés d'Imwas a été organisée à Ramallah. Au retour, entre autres initiatives, le groupe a réalisé un diaporama retraçant l'histoire de ce village, dont ce texte est issu.

LES TROIS VILLAGES N'ONT PAS DISPARU

EN 1948, après cinq tentatives, les Israéliens avait échoué à prendre Latroun, position stratégique importante entre les montagnes de Jérusalem et la côte. Il en est resté, à 25 kilomètres au nord-ouest de Jérusalem et autant au sud-est de Jaffa, une « excroissance » palestinienne enclavée dans la ligne verte. L'historien israélien Ilan Pappé en fait état dans *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* (Fayard, 2006, page 222 et 223) : « Plus à l'est, la Légion arabe [...] a défendu la région de Latroun avec tant de ténacité que cette bataille est restée gravée dans la mémoire collective de l'armée israélienne comme la plus grande défaite qu'elle ait connue pendant la guerre. Le souvenir cuisant de ce fiasco a suscité une envie de revanche. »

En 1967 ce sera chose faite. Le 6 juin, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et son ministre de la Défense Moshe Dayan décident de lancer la quatrième brigade de l'armée

LA MAISON PALESTINIENNE D'EMMAÛS-LESCAR-PAU



Habité par un compagnon, la maison palestinienne d'Emmaüs-Lescar-Pau a été construite selon un plan typique d'Imwas et l'aide d'un de ses anciens habitants.

Son achèvement a été salué le 1^{er} juillet 2017 par une belle fête (bien que pluvieuse), repas palestino-syrien et concert. Lors de l'après-midi de débats, suivis à Ramallah par liaison satellitaire, Germain, responsable du village d'Emmaüs, et des compagnons ont accueilli les maires de Lescar et de Billère (et des conseillers municipaux), Walid Assaf, ministre du Mur et de la colonisation, une délégation de six Palestiniens du comité Imwas venus de Ramallah, des représentants de l'UJFP et de l'AFPS. Et un public attentif. L'occasion de rendre hommage aux villages détruits de la vallée de Latroun (Imwas, Yalo et Beit-Nouba) et de réaffirmer le droit au retour des réfugiés palestiniens, qu'ils soient de 1948 ou de 1967.

1. Voir carte « Colonialisme en destru(a)ction » : <https://www.de-colonizer.org/carte-en-francais>

2. Pour le détail des analyses du sondage et de ses six questions, se référer au livre *Nakba. Pour la reconnaissance de la tragédie palestinienne en Israël*, de Éléonore Merza et Eitan Bronstein Aparicio, 2018, éditions Omniscience, 350 p. : <https://www.de-colonizer.org/notre-livre-fr> et à l'article détaillé publié sur le site de De-Colonizer : <https://www.de-colonizer.org/survey-sondage>



« Vous avez pu détruire nos villages de la surface de la terre mais vous ne pouvez pas les détruire dans nos cœurs. »

DÉTRUITS DE LATROUN DES MÉMOIRES

israélienne, sous le commandement du général Yitszhak Tishler, à l'assaut de l'enclave de Latroun, semant terreur, mort et destruction et jetant sur la route de l'exil plus de 10 000 habitants de trois villages, Imwas (Emmaüs), Yalo et Beit Nouba. À pied ou à dos d'ânes, des mères de familles, leurs bébés dans les bras et quelques vivres, forment avec les enfants les colonnes de l'exil avec pour seule protection un drapeau blanc, laissant derrière elles des hommes, des femmes et des vieillards qui refusent de quitter leurs maisons et la terre de leurs ancêtres. Ils seront ensevelis dans les décombres des villages, détruits au bulldozer et à l'explosif. Toute l'enclave est déclarée zone militaire fermée pour des raisons de sécurité, par l'ordre militaire n°97/1967. « Ce fut difficile, je sentais que je photographiais une tragédie survenue à des familles, des individus et à tout un peuple. » Le témoignage de Joseph Onan, militaire israélien qui a photographié l'arrivée des soldats à Emmaüs et toutes les destructions, a été recueilli par Zochrot à partir d'un documentaire réalisé par Al Haq.

Un crime de plus, que le Fonds natio-

UN DOCUMENTAIRE DE DIMA ABU-GHOUSH IMWAS, LA MÉMOIRE EN RECONSTRUCTION

Dima Abu-Ghoush est née à Imwas. Elle avait 2 ans en 1967 et c'est le jour de son anniversaire que les soldats israéliens ont attaqué son village et l'ont vidé de ses habitants. Quand elle était enfant, sa famille allait souvent pique-niquer à Imwas, transformé en parc public. Elle a toujours entendu par ses proches des récits de la vie au village, du jour où ils ont été forcés de le quitter, de vivre dispersés, certains à Ramallah, d'autres à Amman.

En 2009, Dima a construit une maquette du village tel qu'il était avant 1967. Elle a rencontré des gens de Emmaüs, collecté des documents et des photos. Elle a recueilli le témoignage de moines du monastère de Latroun, point de repère et rappel de l'histoire du village, ceux d'ex-soldats israéliens qui se trouvaient là pendant la guerre...

De ces matériaux, Dima Abu-Ghoush a réalisé un film documentaire de 52 minutes, *Imwas, la mémoire en reconstruction* (Collage Productions).

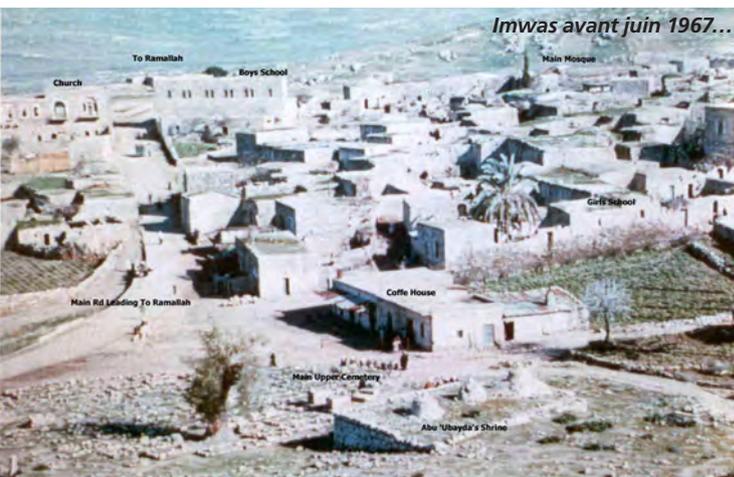
La maquette prend forme, le village détruit est ramené à la vie à partir de tous ces souvenirs. Le film soulève des questions sur l'avenir de Emmaüs et de ses habitants qui rêvent encore de revenir sur leur terre, à l'instar des réfugiés palestiniens dispersés dans le monde.



nal juif (FNJ), en hébreu Keren Kayemeth LeIsrael (KKL), se dépêchera de cacher en créant le Canadian Park sur les ruines du village d'Emmaüs grâce à des fonds collectés par la communauté juive canadienne. Après protestation de l'État canadien, ces 4 500 hectares de terres volées tachées de sang sont renommées quelques années plus tard Ayalon Park. Un parc où vont se divertir Israéliens et touristes, aménagé avec les pierres prélevées sur les édifices détruits pour effacer toute trace de vie palestinienne, profitant de l'abondance des nappes phréatiques et de la fertilité de terres qui faisaient vivre 10 000 ha-

bitants en majorité des paysans, et qui étaient convoitées dès 1948 par l'occupant sioniste.

Les habitants d'Emmaüs, Yalo, Beit Nouba et leurs descendants ont créé en 1993 une association qui entretient le souvenir et la culture. Ils vivent à Jérusalem, Ramallah et dans des camps de réfugiés. Chaque année l'association organise un « Convoi du Retour » vers les ruines des villages. Le 15 juin 2013, les soldats israéliens de l'occupation ont attaqué un des bus du convoi à coups de bombes lacrymogènes, provoquant un incendie et blessant gravement des dizaines de Palestiniens. **AFPS PAU**



Imwas avant juin 1967...

et en 1978. [https://www.palestineremembered.com/al-Ramla/Imwas/]



Ce bulletin se fait et se fera l'écho des activités développées par les groupes locaux de l'AFPS engagés dans la solidarité directe avec des réfugiés palestiniens, en Palestine ou dans les pays voisins, les expériences des uns pouvant servir à tous.
Le GT-Réfugiés.

À LIRE ET À REGARDER

LA MÉMOIRE COMME ARME DE RÉSISTANCE

« **N**OUS DEVONS tout faire pour nous assurer qu'ils ne reviendront jamais dans leurs maisons. [...] Les vieux mourront et les jeunes oublieront » écrivait Ben Gourion, le 18 juillet 1948. Le dirigeant sioniste avait compris très tôt que la mémoire de celles et de ceux que la création d'Israël allait chasser de chez eux pourrait devenir une arme de résistance contre l'oppression et l'occupation que lui et les siens allaient imposer au peuple palestinien. Dès lors, tout sera fait par l'occupant israélien pour que s'éteigne cette mémoire palesti-

nienne en même temps que le désir de combattre pour un autre futur.

L'extrême violence faite au peuple palestinien dès avant 1948 portait en elle cette volonté assassine : déplacements forcés, destruction des villages, massacres, arrestations massives, expulsions, nettoyage ethnique, éclatement des familles, confiscations des bibliothèques, accaparement des lieux par les colons... Mais, malgré toute cette violence et la poursuite de ce processus destructeur, aujourd'hui encore, nous avons heureusement et régulièrement la preuve que la transmission mémorielle est toujours à l'œuvre et qu'elle est une dimension essentielle de la résistance à l'occupation dans la société palestinienne.

Il en est ainsi des dix-huit témoignages réunis durant trois ans par Chris Conti et son équipe pour le livre *Palestine. Mémoires de 1948, Jérusalem 2018*. Âgé-e-s de 75 à 95 ans, huit femmes et dix hommes qui ont tout perdu ou presque pendant la Nakba parlent de la coexistence qui prévalait en Palestine avant 1948, de la guerre, de l'exil,

et de la difficulté à s'adapter à un nouveau territoire, une nouvelle vie, une nouvelle réalité.

Témoignages précieux, paroles de victimes mais paroles fortes, énergiques et résilientes. Des témoins qui, soixante-dix ans plus tard, transmettent leur histoire, celle des familles, des villages qu'ils ont dû quitter, de l'exode, de la résistance, du statut de réfugié transmis à leurs enfants et petits-enfants. Des paroles d'exilé-e-s, de réfugié-e-s, qui deviennent vite émouvantes quand elles explicitent les choix parfois douloureux à faire pour s'adapter et survivre sous le joug de l'occupation israélienne, avec la volonté inébranlable de ne pas la subir.

Une parole, recueillie et mise en forme avec respect par une équipe attentive à ne pas la déformer dans sa restitution. Ce livre, conçu par ses auteur-e-s comme une modeste contribution à la transmission de la parole palestinienne, est préfacé par Ronny Brauman et introduit par Falestin Naili et Chris Conti.

Une mention particulière pour la magnifique série de photographies en couleurs d'Altair Alcântara réunies en fin de volume sous le titre : *Jérusalem 2018*. La ville que l'occupation a rendue inaccessible à la plupart des Palestiniens reçoit ici un bel hommage.

François RIPPE

Palestine. Mémoires de 1948, Jérusalem 2018. De Chris CONTI & Altair ALCÂNTARA, préfaces de Rony BRAUMAN & Falestin NAILI. Éditions Hesperus Press, 28 € À commander chez son libraire ou sur lalibrairie.com



Dans la vieille ville de Jérusalem, 2017. Photo Altair Alcântara.

